



Constats & revendications des citoyens du Douaisis

*à Destination du Premier Ministre
et du Président de la République*

Présentation de la démarche

7 débats citoyens et une grande Assemblée Générale dans le Douaisis.

Entre le 25 février 2019 et le 21 mars 2019, plus de 700 citoyens du Douaisis se sont rassemblés à l'initiative du Député ALAIN BRUNEEL pour échanger sans tabou sur l'avenir de la société.

8 soirées ont été organisées dans 8 villes de l'arrondissement pour permettre au plus grand nombre de venir prendre la parole. Dirigeants d'associations, syndicalistes, gilets jaunes, citoyens, hommes, femmes, jeunes, retraités : le peuple dans sa diversité s'est emparé de cette opportunité de venir dire ce qu'il avait sur le cœur. Cette démarche a permis de recueillir des paroles fortes, profondément humaines, qui témoignent d'un besoin de changement urgent de politique.

La dernière date fut celle d'une grande assemblée générale de restitution rassemblant plus de 200 personnes pour décider démocratiquement des revendications à faire remonter au plus haut niveau de l'Etat.

Plusieurs thèmes forts ont marqué les échanges : pouvoir d'achat, répartition des richesses, avenir du service public, handicap, droit au logement, etc.

L'ensemble des débats ont été caractérisés par des échanges constructifs et respectueux des opinions de chacun. Au-delà des constats, de nombreuses propositions ont été émises et mises aux voix ce qui démontre toute la capacité du peuple à inventer les solutions pour un meilleur avenir.

Ce document relate de façon synthétique les constats et les propositions formulées par les citoyens. Il ne s'agit pas des propositions du Député mais bien des participants aux débats.

Ce cahier de revendication reprend également les contributions libres rédigées via le document « *vos 10 priorités pour vivre mieux* ».

Menu du document

I – Témoignages	4
II – Quelques chiffres	6
III – Synthèse des propositions	7
Sur le pouvoir d'achat	7
Sur la justice fiscale	8
Sur les services publics et les droits humains	8
Sur la démocratie et les institutions	9
Sur l'écologie et la transition énergétique.....	9
Sur les autres sujets	9
IV – Compte rendu de l'Assemblée Générale de Guesnain	10
V – Liste des comptes rendus et propositions par ville	11
Lewarde.....	11
Somain	15
Sin-le-Noble.....	18
Waziers.....	22
Auby	26
Dechy	29
Aniche	33
VI – Feuille d'expression libre recueillies : vos 10 priorités pour vivre mieux.....	37
Feuilles d'expression recueillies sur les 7 débats citoyens.	37
VII – Revue de presse	38

I – Témoignages

7 débats citoyens de bonne tenue et des expressions de vie fortes

« 230 ans après 1789, il faut continuer la lutte pour l'abolition des privilèges. »

« Je veux des soins de qualité. Je veux être pris en compte comme une personne et non comme un numéro de sécurité sociale. Lorsque je vais à l'hôpital, je ne suis pas un client, je suis un patient. »

« La planète est en danger. »

« Au-delà des taxes, il faut insister sur les salaires et sur le reste à vivre car l'important est de pouvoir vivre de son travail et pas juste pouvoir payer des factures. »

« Je suis en retraite mais je continue à me battre pour mes enfants et mes petits-enfants. »

« La violence est économique. Le système économique tue. »



« Je veux continuer à croire dans la politique et ne pas la laisser aux politiciens. Qu'on le veuille ou non, on fait tous de la politique dans nos actes quotidiens. »

« Aujourd'hui, le Français est tout nu. On l'a déshabillé avec les privatisations de services publics et la casse des acquis sociaux issus du conseil national de la Résistance. Aujourd'hui, les citoyens retrouvent leur dignité sur les ronds-points. »

« On a en face de nous des postes informatiques. Dès qu'on veut accéder au service public pour poser des questions sur la retraite, les impôts ou sur nos droits, on nous dit d'aller sur internet. »

« Lorsqu'on était enfant, il n'y avait pas d'italiens, de Français, de marocains, il y avait des copains. Quand je travaillais dans la mine, on était tous noir. C'est le même sang rouge qui coule dans nos veines. »



« Ce qui nous rassemble, c'est ce système capitaliste qui ne marchera jamais, il faut une autre répartition des richesses. »



« Au-delà d'Emmanuel Macron, il faut faire la critique d'un système et dénoncer la logique capitaliste et libérale. C'est la concurrence internationale qui est la cause de la casse de nos services publics et du recul de nos droits. »

« La TVA est l'impôt le plus injuste. Il faut une vraie réforme fiscale pour que chacun paye selon ses revenus. »

« Dans l'industrie automobile, les salariés sont considérés comme des machines, on est déshumanisé. »

Entendu lors de l'assemblée générale citoyenne

« Je ne veux pas me résoudre à envoyer mon enfant en situation de handicap en Belgique. Je suis Française, je paye mes impôts en France et j'estime que ma fille a droit à être prise en charge en France. »

« L'éducation est un droit fondamental humain. Il doit continuer à faire partie des services publics de proximité alors que le Gouvernement fait tout l'inverse. Il y a des manifestations de professeurs régulièrement pour dénoncer cette casse de l'éducation nationale ».

« Des gens se ruinent pour payer le placement des parents en EHPAD. C'est un grand problème de société. En voulant augmenter la durée du travail pour financer la dépendance, le Gouvernement propose de toujours faire payer les mêmes. »

« Le handicap n'a pas d'âge ! »

« Une personne handicapée à droit au respect et la citoyenneté. Ce n'est pas de leur faute s'ils ont un handicap. Vous n'imaginez pas comment la société est vache avec nous. Les réflexions c'est tous les jours. Nous n'avons pas de place dans la société et nous devons nous battre pour exister. »

« J'adore le fromage et j'ai la malchance d'avoir jeté un coup d'œil sur l'étiquette du pavé du Nord. Pourtant, le pavé du Nord, c'est du Nord. Il coûte que 2€50 mais avec du lait qui a parcouru des milliers de km dans des citernes via une provenance hors Union Européenne. C'est de là que vient le problème. Allons chez le producteur acheter nos œufs, notre lait et nos produits au juste prix. La planète s'en portera mieux et on mangera moins de cochonnerie. »

« Lorsqu'un robot prend la place de 10 ouvriers, cela fait des cotisations en moins pour la sécurité sociale et les retraites. Pourquoi ne pas faire cotiser les robots comme pour les salariés ? »

« Il faut continuer d'accompagner les citoyens dans les services publics. Avec la dématérialisation, on va nous dire d'aller nous débrouiller sur internet et lorsqu'il y a un problème ce sera notre faute. »

« Jusqu'à quand on va laisser faire les dépassements d'honoraires ? La santé n'est pas un business. »

« On veut rentrer des gens dans les cases, et les personnes handicapées ne rentrent pas dedans. Nous sommes totalement dénigrés. La RQTH devrait ouvrir des portes au niveau du travail mais cela est faux. Ce ne sont pas les enfants en situation de handicap qui sont différents, c'est nous qui le sommes. »

« TÉMOIGNAGES »

II – Quelques chiffres

722 citoyens et citoyennes ont participé aux débats sur 7 villes du Douaisis.

Lewarde : 121 personnes

Somain : 98 personnes

Sin-le-Noble : 66 personnes

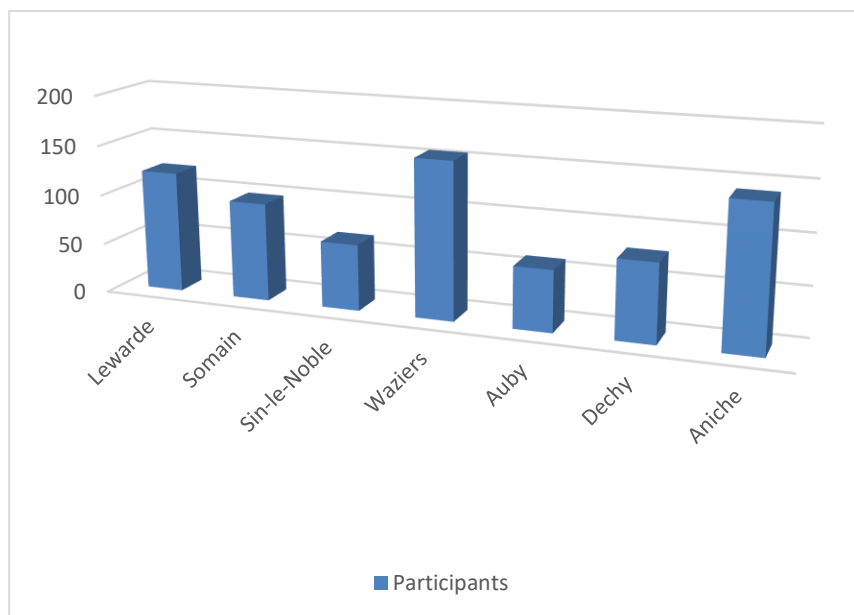
Waziers : 156 personnes

Auby : 61 personnes

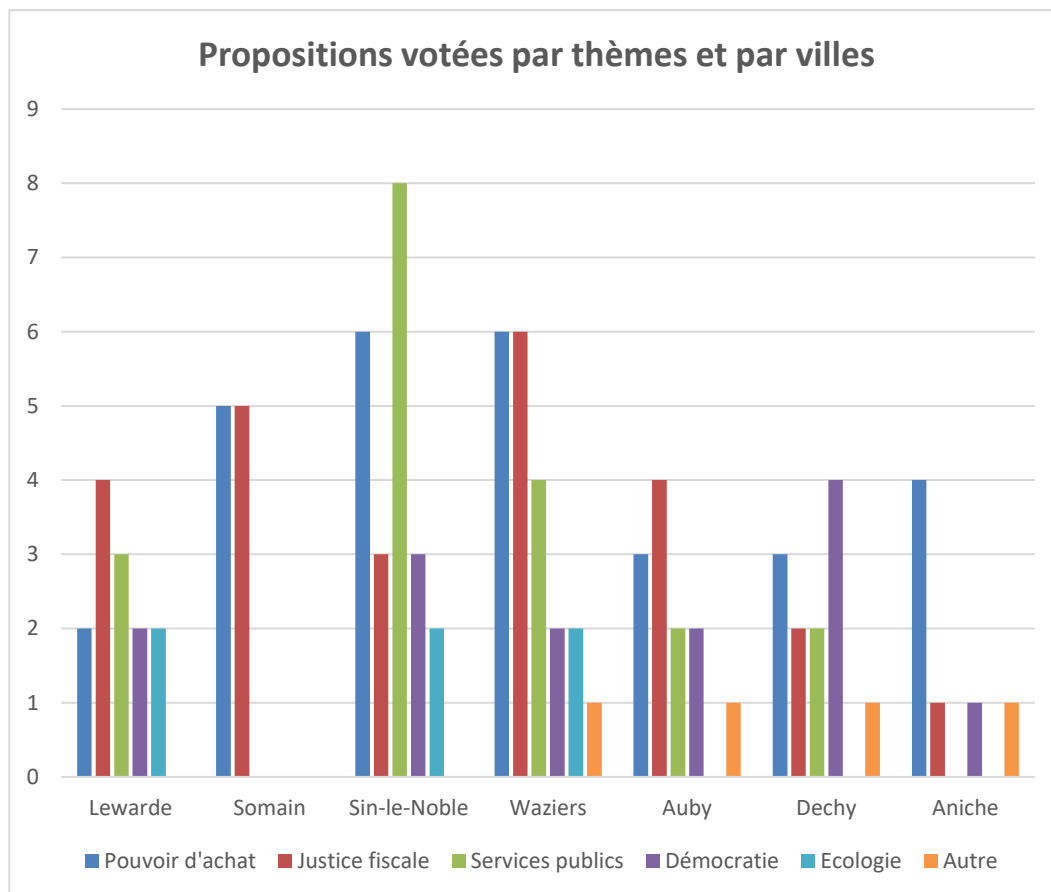
Dechy : 78 personnes

Aniche : 142 personnes

**Assemblée Générale à Guesnain :
202 personnes**



97 propositions votées sur les 7 débats citoyens



Aniche : 7 propositions votées à l'unanimité.

Dechy : 12 propositions votées à l'unanimité.

Auby : 10 propositions votées à l'unanimité et deux à la majorité.

Waziers : 21 propositions votées à l'unanimité.

Sin-le-Noble : 22 propositions votées à l'unanimité.

Lewarde : 11 propositions votées à l'unanimité et deux à la majorité.

Somain : 10 propositions votées à l'unanimité.

III – Synthèse des propositions

Les propositions ci-dessous sont celles émises par les participant-e-s des 7 réunions publiques et précisées le cas échéant lors de l'Assemblée Générale de Guesnain.

Sur le pouvoir d'achat

Augmentation du SMIC à 1500€ net

Revalorisation annuelle du SMIC en lien avec le coût de la vie

Egalité hommes femmes sur les salaires et les carrières

Dégeler le point d'indice des fonctionnaires

Augmenter les pensions de retraite

Augmenter le minimum vieillesse

Indexer les retraites sur le salaire moyen

Supprimer totalement la CSG

Rétablir la demi part des veufs/veuves

Augmenter les aides pour les personnes en situation de handicap

Donner une aide supplémentaire aux mères célibataires

Une échelle mobile des salaires, des pensions, des minimas sociaux

Sur la justice fiscale

Augmenter la TVA sur les produits de luxe
Supprimer la TVA sur des produits alimentaires / hygiène / énergie de 1e nécessité
Augmenter le nombre de tranches d'impôts
Légiférer et recruter pour lutter contre l'évasion fiscale
Revoir les règles du CICE
Prélever à la source les multinationales
Rétablissement de l'ISF

Sur les services publics et les droits humains

Renationaliser les entreprises qui l'étaient, EDF-GDF, SNCF, La Poste, Autoroutes...
Etablir un droit véritable au logement pour tous
Garantir l'éducation comme un droit fondamental humain
Scolarité gratuite jusqu'à l'université
Rétablir les dotations aux collectivités territoriales
Rendre automatique les aides sociales
Baisser les coûts liés aux transports
Gratuité des transports collectifs
Améliorer la part modale du fret ferroviaire
Stopper la logique de dématérialisation des services publics de proximité
Une sécurité sociale à 100%
Un plan massif de recrutement pour l'hôpital public
Appliquer la loi pour la citoyenneté des personnes en situation de handicap
Augmenter les structures d'accueil pour les personnes en situation de handicap
Garantir l'accès aux EHPAD et une meilleure prise en charge de la perte d'autonomie

Sur la démocratie et les institutions

Avancer vers une 6e république

Mise en place du RIC

Abolir les privilèges des anciens présidents et hauts fonctionnaires

Plus grande transparence financière des dépenses des élus

Moratoire sur la métropolisation

Suppression de l'article 49.3 de la constitution

Introduire la proportionnelle dans les modes de scrutin

Comptabiliser les bulletins blancs pour les élections

Appliquer l'inéligibilité pour des élus condamnés par la justice

Sur l'écologie et la transition énergétique

Etablir le principe du pollueur = payeur

Interdire le glyphosate

Aider les agriculteurs biologiques et les producteurs locaux

Pénaliser les industriels produisant des déchets plastiques

Sur les autres sujets

Limiter les frais bancaires pour protéger les clients les plus faibles

Abandon définitif de la taxe carbone

Lier l'évolution du prix de l'essence à l'inflation générale

Réforme du permis de conduire

IV – Compte rendu de l'Assemblée Générale de Guesnain

Ci-dessous, les précisions apportées aux propositions émises lors des 7 premiers débats citoyens.

- **Sur les salaires.** Après un débat sur la revendication de hausse des salaires, les participants s'accordent sur la nécessité d'un **SMIC à 1500€ Net**. Plusieurs citoyens pointent l'importance du « reste à vivre » et que cette hausse de salaire ne s'accompagne pas d'une hausse de prix ou de taxes (notamment la TVA).
- **Sur les retraites.** La revendication de l'Assemblée Générale est d'**indexer les pensions sur le salaire moyen**.
- **Sur la CSG.** Les participants décident à l'unanimité de demander la **suppression de la CSG**. Le débat met l'accent sur les nouvelles ressources à affecter à la sécurité sociale et notamment via la lutte contre la fraude aux cotisations sociales patronales.
- **Sur le handicap.** Les citoyens et citoyennes demandent une réelle **revalorisation de l'AAH** mais également de **l'allocation pour les enfants en situation de handicap**. Au-delà de l'aspect financier, ils demandent **l'application réelle de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**.
- **Sur la TVA,** les participants veulent **supprimer la TVA sur les produits de première nécessité** notamment pour l'alimentaire et l'hygiène. La discussion pointe également la nécessité de ne plus payer de TVA sur l'énergie dont l'accès doit être un droit garanti à tous.

V – Liste des comptes rendus et propositions par ville

Lewarde



Compte-rendu du débat -Citoyen

Lewarde, Salle Henri Martel, le lundi 25 février 2019

Durée de la rencontre : 2h

121 personnes ont participé à ce premier débat-citoyen.

- **Mot d'accueil de Denis MICHALAK, Maire de Lewarde.**
- **Explication sur le déroulement de la rencontre, par Alain BRUNEEL, Député.**

Le Député rappelle que les citoyens n'ont pas attendu l'heure du grand débat du Gouvernement pour créer de la démocratie. Le grand débat a déjà commencé depuis un certain temps dans la rue.

Il explique vouloir sortir du cadre imposé par le Gouvernement qui ne permet d'ouvrir la discussion uniquement sur 4 thèmes qu'il a délibérément choisi. Or, le Député rappelle que le malaise est bien plus profond que cela et nécessite une réelle discussion, à cœur ouvert et sans cadrage.

Les dates des 7 débats-citoyens organisés dans 7 villes différentes sont rappelées. **Une assemblée générale de restitution aura lieu à Guesnain le 21 mars prochain à 18h30, salle Jacques Duclos.** La synthèse de l'ensemble de ces réunions fera l'objet d'une remise en mains propres au Premier Ministre, à l'issue d'une séance de questions au Gouvernement, le 26 ou le 27 mars prochain.

Ces comptes-rendus seront également transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai, par la voie de son cabinet qui en a fait la demande.

Monsieur le Député invite des volontaires à co-présider ce débat avec lui. 2 personnes se portent volontaires :

- David OLIVIER ;
- Georges MIQUET.

ELEMENTS DE CONSTAT

- Sur le mouvement des gilets jaunes et certaines revendications :

Certaines personnes remercient le mouvement qui a permis de mettre la lumière sur les difficultés du quotidien vécues par les français. D'autres personnes dénoncent également la radicalisation de certains gilets jaunes qui sont devenus des casseurs et pensent à ces commerçants qui ont été obligés de baisser définitivement le rideau suite à une franche baisse de leurs chiffres d'affaires.

Les membres « gilets jaunes » présents dans l'assistance dénoncent à l'unanimité les violences policières dont certains d'entre eux ont fait l'objet. Ils dénoncent également une manipulation de l'opinion publique par le jeu médiatique. Ils rappellent que de plus en plus de français ne peuvent plus vivre dignement de leur travail. Un participant signale que la lutte des classes n'a jamais été autant d'actualité.

De temps à autre, une dualité est observée entre les membres « gilets jaunes » et les syndicalistes présents dans la salle (CGT). Cependant, cette dualité laisse paraître une réelle envie d'aller vers une convergence des luttes.

- Education et dégradation de l'enseignement scolaire :

Un membre de l'assistance revient sur le rôle fondateur de l'éducation reçue à la maison, mais remet également clairement en cause le corps enseignant. Propos nuancé par un autre participant, enseignant à la retraite, qui préfère lui parler, de précarisation des métiers de l'enseignement.

L'éducation scolaire est malmenée, notamment avec l'arrivée de Parcoursup où les étudiant.e.s sont comparé.e.s à des pions. Ils n'ont plus le choix sur leur avenir et doivent s'orienter dans des domaines qui leur sont imposés et dans des universités qui ont de moins en moins de moyens financiers.

- Désengagement de l'Etat :

Les participants dans leur ensemble se plaignent d'un désengagement financier de l'Etat.

Sous couvert de modernité, toutes les procédures se dématérialisent à présent, malgré une fracture numérique évidente.

L'Etat n'a cessé de baisser les subventions destinées aux collectivités territoriales.

Ce désengagement mène inévitablement à une mauvaise prise en charge dans certains secteurs des services publics. Il est fait état d'une rentabilisation des services publics.

Le monde hospitalier en est clairement l'exemple. Les malades ne sont plus des patients, mais sont devenus des clients.

- **Ecologie**

Un participant rappelle que la planète est en sursis et précise l'importance de mener une véritable politique écologique.

Le gouvernement prend des décisions contraires à la volonté affichée. Il n'hésite pas à supprimer des petites lignes non rentables, mais aussi des dessertes de TGV.

- **Politique actuelle menée par le Gouvernement**

Un membre de l'assistance critique la tendance très française d'élire quelqu'un au pouvoir, et ensuite de descendre dans la rue pour manifester son mécontentement.

Plusieurs personnes parlent de politique du rouleau-compresseur, où les citoyens sont maltraités. Certains ne sont pas gilets jaunes, mais souffrent en silence. Ils subissent à la fois de la violence sociale, au travers d'une violence économique au service de la finance.

Face à cela, il y a malheureusement peu d'opposition et trop de partis politiques divisés.

Une personne rappelle le grand pouvoir du bulletin de vote et l'imminence des élections européennes.

- **Citoyenneté / Institution :**

Un participant se fait l'écho des citoyens dont les droits sont de plus en plus bafoués. Il prend l'exemple du monde de l'entreprise, où des lois récentes sont venues créer des organes de représentation (CHSCT...) toujours plus nombreux. Les citoyens doivent disposer de plus en plus de compétences pour faire partie de ces commissions. Il est sous-entendu que ces commissions ont été créées pour laisser plus de liberté au patronat.

Il est fait écho aussi de maltraitance institutionnelle avec la volonté de réduire le nombre de parlementaires.

Une personne parle de la stigmatisation qui est faite sur certaines thématiques du grand débat, comme celle de l'immigration, et la culpabilisation qui est faite à l'encontre de certaines catégories sociales.

Une personne dénonce la montée du racisme.

Enfin, un participant dénonce l'impact de l'indice INSEE sur le véritable coût de la vie et le remet clairement en cause.

PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Revaloriser les salaires	X			
Retour de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune)		114		7
Légiférer beaucoup plus sévèrement pour contrer le fléau de l'évasion fiscale	X			
Enlever la CSG (Contribution Sociale Généralisée) sur les petites retraites et les petits salaires (salaires inférieurs à 1700€)	X			
Instaurer une TVA à 0% pour les produits de première nécessité		120	1	
Scolarité gratuite pour les étudiants	X			
Rétablissement des subventions aux collectivités territoriales	X			
Rendre automatique les aides sociales	X			
Abolition des privilèges des anciens Présidents (collaborateurs, chauffeur, bureaux...)	X			
Légiférer pour mieux contrôler l'utilisation du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) en demandant de véritables garanties pour embaucher	X			
Aides supplémentaires envers les agriculteurs cultivant du bio	X			
Prendre des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat	X			
Légiférer pour pénaliser les industriels produisant des déchets plastiques	X			
Appliquer l'inéligibilité totale envers les politiques dont la culpabilité a été prouvée par la justice	X			

La fiscalité mériterait clairement une réforme dans sa globalité.

D'autres propositions ont été avancées, mais mériteraient, avec l'accord des participant.e.s une étude plus approfondie :

- Faire payer les condamné.e.s ;
- Faire payer les cotisations sociales sur la robotisation ;
- Arrêter de subventionner l'armée quand il s'agit d'opérations uniquement meurtrières.

Lors de ce débat, l'équipe parlementaire a également récolté plusieurs contributions écrites qui seront tout autant transmises au Premier Ministre.



Compte rendu débat citoyen du mardi 26 février 2019 – Somain

Présents : 98 personnes – le Député, le Maire de Somain

Plusieurs grands thèmes abordés dans le respect des idées de chacun. Ci-dessous, le compte rendu des sujets abordés.

1 – Le mouvement des gilets jaunes amène les participants à se poser plusieurs questions.

- Le lien avec les organisations politiques et syndicales est un sujet à part entière, tout comme la stratégie de ces organisations. Malgré les déceptions, des personnes témoignent « *je veux continuer à croire en la politique* ».
- Le lien intergénérationnel est important à construire. Comment faire pour avoir des retraités et des jeunes dans les mêmes mobilisations ? « *L'union fait la force* » nous dit un participant.
- Faut-il se focaliser sur Emmanuel Macron ? Un citoyen interpelle « *Au-delà d'Emmanuel Macron, il faut faire la critique d'un système et s'en prendre à la logique capitaliste et libérale.* » Selon lui, il faut mettre en avant l'impact de la mondialisation et de la concurrence internationale sur la casse des services publics et le recul des droits des salariés comme des retraités.
- Une date de mobilisation est annoncée par les gilets jaunes : le 30 mars à Somain.

2 – la question démocratique.

Plusieurs témoignages montrent la soif de renouveau démocratique dans notre pays.

- Le régime français « hyper-présidentiel » pose problème. Le Président de la République concentre trop de pouvoirs.
- L'indépendance de la justice est remise en cause notamment via l'influence du Parquet qui est soumis directement au pouvoir exécutif.
- La répression policière et l'acharnement judiciaire est au cœur du débat. Des exemples sont donnés comme les multiples gazages.
- Des interventions pointent la nécessité de mieux équilibrer les pouvoirs entre le législatif et l'exécutif.
- Il y a un problème dans l'application des lois. Exemple de la loi sur le handicap de 2005 qui n'est pas appliquée par l'Etat.
- Le RIC – Référendum d'initiative citoyenne, peut être un instrument de renouveau démocratique.
- Les médias jouent un rôle important et il faut se méfier de l'appartenance des principaux groupes de presse à des puissances d'argent.

3 – « Nous ne pouvons plus continuer à vivre dans cette situation »

De nombreux témoignages très personnels et très humains attestent de l'urgence sociale dans notre pays.

- On ne vit pas de son travail. Des distributeurs de publicités sont obligés de faire beaucoup de trajet alors qu'ils sont sous-payés. Ils posent clairement la question du niveau des salaires ainsi que des aides au transport.
- La question du SMIC est posée. Il faudrait une revalorisation annuelle en lien avec le coût de la vie. Au-delà des salaires, une personne insiste sur le « reste à vivre » car l'important est de pouvoir vivre une fois qu'on a payé ses factures.
- Un participant évoque les dividendes record versés aux actionnaires en France.
- Des témoignages pointent du doigt le niveau trop faible des pensions, y compris chez des fonctionnaires ayant une carrière complète. Le gel du point d'indice n'arrange rien. Une personne affirme que la retraite n'est pas une prestation sociale mais un droit acquis.
- On parle aussi des mères célibataires qui doivent élever seules leurs enfants avec des revenus parfois bien en deçà des besoins.
- Des économies sont à faire sur le train de vie de l'Etat. Il faut également poser la question de la rémunération des élus et de certains privilèges qui leurs sont accordés. D'autres personnes pensent que c'est « le patronat qui coute trop cher ».
- Le coût de la vie explose. On parle du gaz, de l'électricité, de l'essence, des denrées alimentaires.
- La nécessité d'une réforme fiscale d'ampleur. C'est un point qui est largement revenu dans les débats avec plusieurs propositions qui ont eu l'accord unanime des participants qui affirment tous l'urgence de légiférer au plus vite sur ces sujets.
 - Il faut un impôt plus juste, ce n'est pas normal que les gros payent moins que certains petits ou classes moyennes.
 - La TVA est un impôt injuste. On réclame la baisse immédiate de la TVA sur les produits de première nécessité voire sa suppression. Une personne parle également d'augmenter la TVA sur les produits de luxe comme les Rolex ou les Yacht.
 - On évoque l'impact nocif des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale à l'intérieur même de l'Europe.
 - Il faut supprimer les niches fiscales et rétablir l'ISF.

4 – L'écologie

Plusieurs propositions en lien avec le combat écologique ont été faite et adoptées à l'unanimité par l'assistance.

- Il faut limiter la pollution visuelle des lumières des municipalités et des commerces.
- Il faut la signalisation routière (et notamment les panneaux STOP) qui ont un impact sur la consommation de carburants.
- Il faut maintenir et développer les transports collectifs :
 - On parle des petites lignes de train qu'il faut sauvegarder
 - On évoque la desserte TGV Douai Paris dont la suppression n'est pas acceptable
 - On discute des pistes cyclables qu'il faudrait développer pour permettre les mobilités douces
 - On revendique plus de transport de marchandises par le fret ferroviaire que par camions.

D'autres questions viennent en débat.

- Les municipalités voient leurs dotations s'effondrer, l'exemple de Somain est donné par M le Maire.
- La Santé n'est pas une marchandise. Des témoignages pointent le risque pour les patients de voir des hôpitaux de proximité disparaître. L'impact du manque de moyens sur les patients est au cœur des débats. La question de la pénurie (organisée) de médicaments interpelle tout comme la nécessité que la sécurité sociale prenne en charge le matériel médical pour certains traitements lourds. Un participant évoque la nécessité de reprendre en main la sécurité sociale par les assurés sociaux eux-mêmes.
- Des interventions pointent le rôle de l'école, de l'éducation et des éducateurs dans l'évolution d'une société.
- Une personne pointe la responsabilité de chaque individu à agir de manière citoyenne pour ne pas cautionner certaines pratiques comme le travail du dimanche.
- La défense des services publics fait consensus. Un salarié évoque la hausse de 37% des factures d'énergie depuis la privatisation organisée par Nicolas Sarkozy. « Il faut défendre les industries énergétiques et gazières et le service public sinon c'est les actionnaires qui empochent ». Cette intervention est prolongée avec les exemples sur la privatisation des autoroutes, le cas de la poste, de la SNCF...

VOTE SUR LES PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Augmentation du SMIC.	X			
Revalorisation annuelle du SMIC en lien avec le cout de la vie	X			
Il faut dégeler le point d'indice des fonctionnaires	X			
Les pensions de retraites sont trop faibles, il faut les augmenter	X			
Il faut une aide financière supplémentaire pour les mères célibataires	X			
Une réforme fiscale d'ampleur est à mener dont : <ul style="list-style-type: none">- Augmenter la TVA sur les produits de luxe et la baisser sur les produits de 1^e nécessité- Il faut légiférer pour contrer l'évasion fiscale- Suppression des niches fiscales- Rétablissement de l'ISF	X			
Cesser les privatisations de services publics	X			



Compte-rendu du débat -Citoyen

Sin-le-Noble, Salle Coutteure, le mercredi 27 février 2019

Durée de la rencontre : 2h

66 personnes ont participé à ce troisième débat-citoyen.

- **Mot d'accueil et explication sur le déroulement de la rencontre, par Alain BRUNEEL, Député.**

Le Député rappelle que les citoyens n'ont pas attendu l'heure du grand débat du Gouvernement pour créer de la démocratie. Le grand débat a déjà commencé depuis un certain temps dans la rue.

Il explique vouloir sortir du cadre imposé par le Gouvernement qui ne permet d'ouvrir la discussion uniquement sur 4 thèmes qu'il a délibérément choisis. Or, le Député rappelle que le malaise est bien plus profond que cela et nécessite une réelle discussion, à cœur ouvert et sans cadrage.

Les dates des 7 débats-citoyens organisés dans 7 villes différentes sont rappelées. **Une assemblée générale de restitution aura lieu à Guesnain le 21 mars prochain à 18h30, salle Jacques Duclos.** La synthèse de l'ensemble de ces réunions fera l'objet d'une remise en mains propres au Premier Ministre, à l'issue d'une séance de questions au Gouvernement, le 26 ou le 27 mars prochain.

Ces comptes-rendus seront également transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai, par la voie de son cabinet qui en a fait la demande.

Monsieur le Député invite des volontaires à co-présider ce débat avec lui. 2 personnes se portent volontaires :

- Christophe CHOMY ;
- Ludovic GRZESKIEWICZ.

ELEMENTS DE CONSTAT

- Sur la situation internationale :

Le conflit Israëlo-Palestinien est évoqué. Il est rappelé que l'antisionisme est maintenant puni par la loi.

- Sur le mouvement des gilets jaunes et certaines revendications :

Certaines personnes remercient le mouvement qui a permis de mettre la lumière sur les difficultés du quotidien vécues par les français.

Une personne de l'assistance met un point d'honneur à ce que le mouvement ne soit récupéré par aucun parti politique, ce à quoi, un gilet jaune répond que leur mouvement a « besoin de l'aide de l'ensemble des partis politiques (hors RN) ».

Une autre personne quant à elle rappelle l'importance de ne pas « laisser la politique aux politiciens », car selon elle, « on fait tous de la politique, celle-ci est présente dans tous les actes du quotidien, que vous le vouliez ou non ».

Les membres « gilets jaunes » présents dans l'assistance dénoncent à l'unanimité la répression policière et judiciaires dont certains d'entre eux ont fait l'objet. Plus de 150 procédures d'abus et enquêtes de la police des polices ont vu le jour depuis le 17 novembre 2018, sans que l'on ne sache où en sont aujourd'hui ces enquêtes. Un participant signale la volonté médiatique de vouloir stigmatiser les gilets jaunes.

Les gilets jaunes espèrent que la mobilisation du peuple sera contagieuse dans les prochaines semaines et rappelle le grand rassemblement prévu le 30 mars prochain à Somain.

Il est évoqué la volonté d'aller vers une réelle convergence des luttes, de créer un véritable « arc-en-ciel » des luttes.

- Sur l'économie / contexte sociétal:

Une personne rappelle avec émotion qu'il y a toujours des sans-abris qui dorment et vivent toujours dans la rue malgré les annonces du Président de la République, et propose d'utiliser « des structures existantes » ou de « construire plus de logements ».

Parallèlement à tout cela, la société « s'américanise » de plus en plus, les activités de services se développent à grande vitesse amenant la société vers la surconsommation.

Plusieurs participants souhaitent que le système dans lequel nous vivons soit refondé entièrement.

La France est un pays riche, où 57 milliards d'€ de dividendes ont été versés en 1 an, quand l'évasion fiscale représente un manque à gagner de plus de 80 milliards d'€. Ils rappellent que de plus en plus de français ne peuvent plus vivre dignement de leur travail

A plusieurs reprises, le capitalisme est dénoncé. Il s'agit « d'aller chercher l'argent chez les plus riches », de répartir plus équitablement la richesse.

Depuis le passage à l'euro, un participant dénonce la flambée des prix.

- **Sur les services publics / entreprises publiques :**

Il est rappelé l'importance de la fonction publique. Celle-ci est attaquée depuis de nombreuses années, notamment la fonction publique territoriale.

Le point d'indice des fonctionnaires est gelé depuis maintenant 9 ans.

Le service public devient un service au public, il est question de le rentabiliser de plus en plus.

Les « avantages » de certains agents d'entreprises publiques viennent dans le débat, et font l'objet d'une analyse économique. Ces avantages ne biaisent aucunement le fonctionnement du système et représentent une part infime dans le budget de ces entreprises. Dans le même temps, celles-ci engendrent des bénéfiques records, et leurs actionnaires « se gavent ».

Depuis plusieurs années, Les droits sociaux sont attaqués. « Au lieu d'aller vers le haut, on tire toujours vers le bas », nous dira un participant.

- **Sur la santé :**

La thématique de la santé est évoquée à plusieurs reprises.

Par la question de la place des enfants handicapés, qui sont « des enfants invisibles ». Il y a trop peu de structures chargées de l'accueil de ce public en difficulté, et trop peu de moyens financiers... sans parler des difficultés administratives pour remplir des « tas de dossiers ».

Un participant dénonce la détresse de certaines professions médico-sociales. Certaines pratiques sont exposées au public et sont difficiles à entendre. Il est évoqué par exemple l'histoire d'un soignant qui mélange l'ensemble du repas (entrée/plat/dessert) d'une résidente d'EHPAD pour la « gaver » afin de « gagner du temps ».

- **Sur les transports :**

La SNCF supprime des petites et grandes lignes, pour des raisons purement économiques. Elle n'hésite pas à supprimer des petites lignes non rentables, mais aussi des dessertes de TGV.

Ecologiquement, le Gouvernement prend des décisions contraires à la volonté affichée.

- **Vie politique :**

Il est dénoncé une absence réelle d'opposition politique. Un participant prône une « union des forces de gauche ». Ce propos est de suite nuancé par un autre participant qui rappelle les expériences gouvernementales précédentes avec les Présidents Mitterand et Hollande.

PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Rétablissement de la ½ part des veufs	X			
Enlever la CSG (Contribution Sociale Généralisée) sur toutes les retraites et les salaires	X			
Augmenter le SMIC	X			
Revaloriser les salaires	X			
Instaurer une école de la chance, c'est-à-dire une école totalement gratuite et tout ce qui est périphériques à la bonne réussite des études (logements, formations...)	X			
Etablir un droit au logement pour tous	X			
Obtenir une véritable discussion sur le fret ferroviaire et localement, sur le devenir de la gare de triage de Somain	X			
EHPAD accessible à tous financièrement	X			
Egalité hommes/femmes sur les salaires et les carrières	X			
Augmenter les structures d'accueil pour les personnes en situation de handicap	X			
Augmenter les aides financières en faveur des personnes en situation de handicap (comme par ex, rembourser tous les médicaments, ou rembourser les frais de déplacements des nombreux examens médicaux...)	X			
Mise en place d'effectif supplémentaire dans les centres d'impôts pour chasser l'évasion fiscale	X			
Arrêt de toutes les procédures de dématérialisation pour revenir à des services publics de proximité	X			
Baisse de TVA pour les produits de 1 ^{ère} nécessité	X			
Baisse des coûts liés aux transports	X			
Accompagner et aider financièrement les producteurs locaux	X			
Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	X			
Justification des dépenses de TOUS les élus, dès le 1 ^{er} euro dépensé	X			
Supprimer les avantages des hauts fonctionnaires et des anciens chefs d'Etat	X			
Rétablir l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)	X			
Etablir le principe du polluer = payeur	X			
Mise en place d'un service public du logement	X			
Rehausser le point d'indice des fonctionnaires	X			
Indexer les retraites sur l'inflation	X			

La fiscalité mériterait clairement une réforme dans sa globalité.

Une autre proposition a été avancée mais mériterait, avec l'accord des participant.e.s une étude plus approfondie :

- Mise en œuvre d'un cautionnement communal pour aider financièrement les jeunes qui démarrent dans la vie, lorsque celui-ci trouve du travail dans une autre région que celle dont il est d'origine.

Lors de ce débat, l'équipe parlementaire a également récolté plusieurs contributions écrites qui seront tout autant transmises au Premier Ministre.



Débat -Citoyen à Waziers

le 28 février 2019

Durée de la rencontre : 2h

156 personnes ont participé à ce débat-citoyen.

- **Mot d'accueil de Monsieur Jacques Michon, Député Suppléant et Maire de Waziers.**
- **Explication sur le déroulement de la rencontre, par Alain Bruneel, Député.**

Le Député rappelle le mouvement social actuel fort, le besoin pour chacun de plus de démocratie, plus de justice et d'égalité. Un sentiment de relégation, qui a poussé le peuple à se mobiliser afin de faire valoir des revendications communes et enfin se faire entendre.

Militants, politiques, gilets jaunes, gilets rouges... tous mobilisés, la convergence des luttes est en marche.

Le débat organisé hors cadre imposé par le débat national permettra une réelle discussion, sur toutes les thématiques proposées par les participants. Des propositions claires passeront par un vote en toute démocratie.

Les dates des 7 débats-citoyens organisés dans 7 villes différentes sont rappelées. **Une assemblée générale de restitution aura lieu à Guesnain le 21 mars prochain à 18h30, salle Jacques Duclos.** La synthèse de l'ensemble de ces réunions fera l'objet d'une remise en mains propres au Premier Ministre, à l'issue d'une séance de questions au Gouvernement, le 26 ou le 27 mars prochain.

Ces comptes-rendus seront également transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai, par la voie de son cabinet qui en a fait la demande.

Monsieur le Député invite des volontaires à co-présider ce débat avec lui. 2 personnes se portent volontaires :

- Monsieur Karim Bachiri
- Monsieur Laghdar Hamrouni

ELEMENTS DE CONSTAT

- Contexte sociétal

Inquiétudes des citoyens concernant la montée du fascisme et de l'antisémitisme.

Importance de la diversité de pensées, du « vivre ensemble » et la priorité de donner la parole au peuple.

Augmentation de la pauvreté en France et des logements insalubres.

Mauvaise répartition des richesses.

Reculs sociaux constatés.

- Travail / Retraites :

Précarisation du travail.

Importance de valoriser l'apprentissage des jeunes, thématique largement partagée par l'assemblée.

Changements de règles concernant l'indemnisation chômage.

Trop nombreux prélèvements sur les retraites.

- Fiscalité

Manque à gagner évident lié à la fraude fiscale, la suppression injuste de l'ISF.

Multiplication des taxes.

- Sur le mouvement des gilets jaunes :

Remerciements du mouvement des « gilets jaunes » pour leur mobilisation et leur lutte.

Dénonciation par les « gilets jaunes » de la répression policière subie lors des manifestations.

Détermination de leur mouvement et volonté de changement politique radical.

- Ecologie

Volonté de mise en œuvre d'une réelle politique gouvernementale de l'écologie.

- **Service public :**

Devoir essentiel de défense de la notion des services publics, et notamment du service public de proximité, notion clairement soutenue par l'assemblée.

Dégradation des conditions de travail, suppressions inacceptables des emplois.

Rentabilisation des services publics et par conséquence, une mauvaise prise en charge dans certains secteurs des services publics.

- **Politique actuelle**

Election biaisée d'Emmanuel Macron, élu face au front national, avec un abstentionnisme record.

Sentiment partagé sur la volonté du président à diviser les français.

Indignation sur la situation des sans-abris, de la promesse non-tenue du président et sa campagne récente de communication avec les maraudes sociales.

Manque évident dans l'accompagnement et l'accueil des personnes en situation de handicap.

Nombre trop important d'élus paraissant « déconnectés ». Propos nuancé par une grande partie de la salle par la volonté d'avoir une politique de proximité et rapport de force politique.

Localement, quelques victoires à signaler, comme par exemple la victoire de la gratuité des transports scolaires qui va être un véritable point positif pour les familles.

- **Compteur Linky :**

Rappel des dangers de l'installation du compteur Linky : impact sur la santé avec une augmentation des cancers, ainsi que l'impact économique lié à la suppression inacceptable d'emplois chez ENEDIS.

- **Commerce et Industrie :**

Evocation du développement des zones commerciales, de la surconsommation et des achats paraissant « stupides ».

Rappel de la situation de l'aciérie Ascoval et de ses licenciements.

Rappel sur les luttes syndicales dans les entreprises contre le capitalisme, qui lui est invisible.

PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Revaloriser les salaires	X			
Retour de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune)	X			
Légiférer contre la fraude fiscale et prélèvement à la source des entreprises	X			
Enlever la CSG	X			
Rétablissement des subventions communales	X			
Suppression du CICE	X			
Dégel point d'indice fonction publique	X			
Augmentation nombres tranches d'impôts	X			
Réforme du permis de conduire avec notamment remise en cause du permis à points	X			
Rétablissement de la demie-part des veuves / veufs	X			
Renationalisation des entreprises qui l'étaient auparavant	X			
Comptabilisation des bulletins blancs lors des élections	X			
Augmentation des aides pour les personnes en situation de handicap (structures et moyens)	X			
Taxer les produits qui ne sont pas nécessaires	X			
Mettre à disposition des casernes ou autres bâtiments pour les sans-abris	X			
Faire la chasse aux marchands de sommeil	X			
Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne	X			
Meilleure prise en charge de la sécurité sociale concernant la perte d'autonomie	X			
Réindexer les retraites sur l'inflation	X			
Arrêt du glyphosate	X			
Soumettre à cotisation l'ensemble des revenus et notamment les revenus du capital	X			

La fiscalité mériterait clairement une réforme dans sa globalité.

D'autres propositions ont été avancées, mais mériteraient, avec l'accord des participant.e.s une étude plus approfondie :

- Pouvoir d'achat : enveloppe supplémentaire pour les salaires en dessous de 1500 euros et augmentation de la TVA sur certains produits (les passer de 20% à 23%)
- Contraventions : mise en place d'un multiplicateur en fonction du revenu

Lors de ce débat, l'équipe parlementaire a également récolté plusieurs contributions écrites qui seront tout autant transmises au Premier Ministre.



Compte rendu débat citoyen du Vendredi 1^{er} mars 2019 – Auby

Présents 61 personnes dont le Député et le Maire d'Auby

Plusieurs grands thèmes abordés dans le respect des idées de chacun. Ci-dessous, le compte rendu des sujets abordés.

1 – Les services publics au cœur du débat

De nombreuses interventions pointent l'importance des services publics, avec notamment l'accent mis sur les transports, la santé et l'importance des métropoles.

- Il est de plus en plus dur de saisir la justice avec la hausse des frais d'avocats.
- Les fonctionnaires sont stigmatisés. Une dame nous explique « ne pas être une privilégiée avec son point d'indice qui est gelé depuis de nombreuses années. »
- Le statut de la fonction publique est présenté comme « garant de l'intérêt général »
- Un intervenant pointe la baisse des moyens des communes malgré leur rôle crucial.
- L'importance des services publics de proximité pour le vivre ensemble est mise en avant.
- Sur les transports, des intervenants évoquent le projet funeste de la SNCF qui veut supprimer des TGV en gare de Douai
- On évoque l'importance de garder les petites lignes pour le droit à la mobilité de tous.
- La gratuité des transports collectifs est une revendication qui s'inscrit dans le combat social mais aussi écologique.
- La casse du fret ferroviaire est pointée du doigt avec son impact sur les bouchons et l'augmentation du nombre de camions sur les routes.
- Un participant revient sur la belle victoire sur la gratuité des transports scolaires.
- Un couple de jeunes salariés pointent les coûts des transports et l'inadaptation des transports en commun pour les horaires de travail.
- On évoque la « vampirisation des métropoles » qui captent toutes les activités. Cela crée des nuisances écologiques. Un moratoire est proposé sur la métropolisation et la logique européenne qui veut effacer les communes et les départements est dénoncée.
- La « privatisation des richesses françaises » est dénoncée via une intervention qui évoque le scandale de la privatisation des autoroutes et d'ADP (aéroport de Paris).
- La nationalisation des banques est réclamée.
- Concernant la santé, on entend un cri du cœur : « l'hôpital c'est la santé, c'est la vie. Il faut embaucher ». Un hommage est rendu à la lutte des personnels qui s'opposent aux suppressions de lits et de postes à l'hôpital.

2 – les revendications centrales pour plus de pouvoir d'achat.

- Un participant évoque l'idée d'un salaire minimum « digne » pour mieux vivre. Le but d'un salaire n'est pas de payer des factures mais de pouvoir vivre. Il est réclamé la hausse de 300€ net sur les salaires.
- L'échelle des rémunérations est mise au débat. « On était sur un rapport de 1 à 25, aujourd'hui c'est 1 à 400. »
- Sur le prix des carburants, il est réclamé que le coût de l'essence soit lié à l'inflation. L'idée de TIPP flottante est émise.
- Un agriculteur évoque l'impact nocif des méthaniseurs sur les rejets de CO2.
- La TVA est dénoncée comme un impôt injuste. On réclame sa baisse.
- De nombreux témoignages dénoncent le niveau indécent des pensions des retraites. Une dame évoque une perte de 55€ par mois depuis 10 ans, une autre nous confie être à 850€ de retraite après 46 ans de travail. On réclame l'indexation des retraites sur l'inflation.
- Le RSI et ses conséquences sont pointés du doigt.
- « Il faut revoir la fiscalité avec en premier lieu le retour de l'ISF ». Les paradis fiscaux et l'évasion fiscale sont dénoncés.
- Un participant se souvient des promesses du MEDEF de créer 1 millions d'emploi en contrepartie du CICE. L'argent public a été dépensé pour au final très peu d'emplois.
- Les maisons de retraites sont hors de prix et cela va poser de plus en plus de problèmes lorsqu'on voit le vieillissement de la population.
- Une intervention synthétise ces remarques en réclamant « une société basée sur l'humain et non sur l'argent. » Une autre citation exprime cela « il faut en finir avec l'argent roi et construire une société où l'on vit dignement de son salaire. »

2 – la question démocratique.

Les citoyens appellent de leurs vœux une refonte des institutions.

- La 6^e république est réclamée.
- Un débat passionné s'ouvre sur le vivre ensemble et le rapport aux immigrations.
- Un citoyen parle de la nécessité de fraternité et de ne pas diviser les humains « nous sommes tous des migrants » nous dit-il.
- Le RIC est évoqué comme une nécessité. « c'est la première chose à faire pour changer la société. »
- Une personne revendique le vote obligatoire.
- Un citoyen montre à quel point les réponses aux problèmes de la société sont présentes lorsqu'on interroge les citoyens comme lors du débat de ce soir.

D'autres sujets viennent en débat :

- On parle du marché noir et du développement des stupéfiants.
- Plusieurs interventions dénoncent le rôle des grandes surfaces dans la mort des centres villes. On propose la hausse de la taxe sur les hypermarchés. (TASCOM). Mr le Maire d'Auby explique qu'en plus de bénéficier d'une niche fiscale sur les dons de denrées alimentaires aux associations, les hypermarchés économisent sur le coût de mise en décharge. « Rendez-nous l'argent » cri un citoyen.
- Sur la jeunesse et l'éducation, Parcoursup est dénoncé tout comme les coûts indirects de l'éducation. Un jeune salarié dénoncé avoir perdu 300€ d'aide et devoir compter sur les solidarités familiales pour s'en sortir.
- Une citoyenne tire la sonnette d'alarme sur l'habitat indécent : c'est une catastrophe.
- Les gilets jaunes sont remerciés pour leur contribution au mouvement social.

VOTE SUR LES PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Gratuité des transports collectifs	X			
Mise en place d'un moratoire sur la métropolisation	X			
Un plan d'embauches massives dans les hôpitaux	X			
Augmentation de 300€ net du SMIC			1	
Une échelle mobile des salaires, des retraites, des minima sociaux	X			
Lier l'évolution du prix de l'essence à l'inflation générale.			2	
Baisser la TVA	X			
Rétablir l'ISF et revoir la fiscalité	X			
Remise en cause du CICE	X			
Légiférer pour interdire les paradis fiscaux	X			
Indexer les retraites sur l'inflation	X			
Revoir la constitution pour une 6 ^e république	X			



Compte rendu débat-citoyen

Lundi 4 mars 2019 – Dechy

Durée de la rencontre : 2h

78 personnes ont participé à ce débat-citoyen.

- **Mot d'accueil de Monsieur Abdel Guertit, Conseiller Municipal.**
- **Explication sur le déroulement de la rencontre, par Alain Bruneel, Député.**

Le Député rappelle le mouvement social actuel fort, ces citoyens qui veulent exprimer leur « ras-le-bol », cette contestation populaire qui trouve ses racines dans les thématiques fondamentales de notre société. Ce sentiment d'injustice généralisé est en plein développement.

Le débat organisé ne se restreint pas au cadre imposé par le débat national. Ce débat sans tabou permettra une réelle discussion, sur toutes les thématiques proposées par les participants. Les propositions claires des citoyens seront soumises au vote en toute démocratie.

Les dates des 7 débats-citoyens organisés dans 7 villes différentes sont rappelées. **Une assemblée générale de restitution aura lieu à Guesnain le 21 mars prochain à 18h30, salle Jacques Duclos.** La synthèse de l'ensemble de ces réunions fera l'objet d'une remise en mains propres au Premier Ministre, à l'issue d'une séance de questions au Gouvernement, le 26 ou le 27 mars prochain.

Ces comptes-rendus seront également transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai, par la voie de son cabinet qui en a fait la demande.

Monsieur le Député invite des volontaires à co-présider ce débat avec lui. 2 personnes se portent volontaires :

- Madame Samia Ifri
- Monsieur Jean Michel Lecompte

ELEMENTS DE CONSTAT

- Pouvoir d'achat

Des reculs sociaux sont constatés avec notamment une précarisation du travail. La mauvaise répartition des richesses est dénoncée, comme de trop nombreux prélèvements sur les retraites.

Une intervention déplore l'augmentation de la pauvreté en France ainsi que l'explosion des logements insalubres.

Le prix du carburant est au cœur des débats. Un participant dénonce les primes du Gouvernement qui ne sont pas adaptées et évoque une « arnaque ».

Certains participants reviennent sur les difficultés que rencontrent beaucoup de citoyens pour finir le mois. « En France, on ne vit plus de son métier » nous dit-on.

Le capitalisme est dénoncé via l'impact des banques sur les familles qui « vivent sur découvert » à cause notamment de la multiplication des frais bancaires.

- Sur les élu.e.s

Certains citoyens pointent les salaires et avantages des anciens présidents et des hauts fonctionnaires : quelqu'un parle « d'efficiace » à imposer à l'exécutif.

Une discussion sur le cumul des mandats est menée.

- Sur le mouvement des gilets jaunes :

Certains citoyens remercient vivement les gilets jaunes « pour leur mobilisation et leur lutte ».

Les membres « gilets jaunes » présents dans l'assistance dénoncent la répression policière subie lors des manifestations. Ils s'expriment comme victimes d'amalgames avec les casseurs.

Ils rappellent la détermination du mouvement et cette volonté de changement politique radical : c'est un mouvement fort et « irréversible ».

Annonces de dates de mobilisation d'un membre des gilets jaunes : 16 mars et 30 mars.

- Service public :

Un membre de l'assistance revient sur la notion de défense de la fonction publique et rappelle la dégradation des conditions de travail. Il dénonce les mesures inacceptables de suppressions d'emplois et pointe les effets liés aux restrictions budgétaires.

Un aide-soignant a parlé également de la déshumanisation des services publics avec un recul évident de l'humain et de la proximité.

Il est fait état d'une rentabilisation des services publics et par conséquent, une mauvaise prise en charge dans certains secteurs pourtant essentiels de la vie.

- **Vieillesse de la population :**

Un participant dénonce l'accès et le manque de maisons de retraite pour les personnes âgées.

- **Ecologie**

Certains participants demandent une réelle politique gouvernementale de l'écologie, « il faut en faire une priorité politique », « c'est un devoir de chaque jour » selon certains participants.

Un citoyen intervient sur l'hydrogène, une énergie du futur, ce gaz qui permet de faire avancer bateaux, trains et voitures sans émettre de gaz à effet de serre : « énergie d'avenir ».

Un membre de l'assistance intervient sur le rôle des industries qui font venir du matériel des quatre coins du monde, mais également le rôle des transports pour l'écologie.

Les inquiétudes sur la pollution internationale des industries sont exposées.

Une personne intervient sur l'obsolescence programmée qui pousse à la consommation.

- **Emploi et Education**

Une personne évoque des conditions de travail très difficiles dans certaines entreprises. Son époux qui est salarié à Renault est « considéré comme une machine », avec une « déshumanisation » grandissante.

Un membre des gilets jaunes, déplore la pénibilité des horaires décalés et l'inadaptation des transports au niveau des horaires de travail.

Un intervenant témoigne des luttes syndicales et pointe la nécessité de « redonner de l'importance aux représentations syndicales. »

Il est évoqué le rôle très important de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie.

Une intervenante remet en cause certains apprentissages scolaires. Son propos est nuancé par des avis diamétralement opposés.

Un participant fait état de la loi Blanquer, du nom du Ministre de l'Éducation Nationale, est actuellement en cours d'étude au Parlement. Les conséquences de cette loi seront désastreuses pour le système scolaire.

- **Démocratie / Politique actuelle :**

Plusieurs témoignages revendiquent d'avoir plus de référendums.

L'assistance refuse de se limiter aux quatre thèmes imposés par le Président. Ils veulent avoir le pouvoir d'aborder toutes les thématiques. Il y a un sentiment partagé sur la volonté du Président de diviser les français : « la division ne mène à rien ».

Un citoyen parle du vote et encourage les Français à aller voter « soyons responsables de notre destin ».

Certains participants parlent de la nécessité de mettre fin à la cinquième république : « il faut repenser intégralement la France ».

Il est abordé le rôle des médias contrôlés par des puissances d'argent et l'importance de la presse indépendante

Une intervention sur la tolérance, le respect des différences, la lutte contre la pauvreté et les inégalités est largement partagée par l'assemblée.

PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Retour de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune)	X			
Enlever la CSG	X			
Dégel point d'indice fonction publique	X			
Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne	X			
Réindexer les retraites sur l'inflation	X			
Loi sur les frais bancaires afin de protéger les clients	X			
Baisse les taxes sur les produits de première nécessité	X			
Suppression article 49.3 de la constitution	X			
Naissance de la 6 ^{ème} république	X			
Sécurité Sociale à 100 %	X			
Un logement pour tous	X			
Révision du mode de scrutin : introduction de la proportionnelle	X			

La fiscalité mériterait clairement une réforme dans sa globalité.

Lors de ce débat, l'équipe parlementaire a également récolté plusieurs contributions écrites qui seront tout autant transmises au Premier Ministre.



Compte rendu débat-citoyen

Lundi 11 mars 2019 – Aniche

Durée de la rencontre : 2h

142 personnes ont participé à ce débat-citoyen.

- **Explication sur le déroulement de la rencontre, par Alain Bruneel, Député.**

Le Député rappelle la volonté du Gouvernement d'organiser un « Grand Débat » suite au mouvement social des « Gilets jaunes ». Mais le débat « Place au Peuple » organisé par le Député ne se restreint pas au cadre imposé par le Président de la République.

Ce débat doit permettre une réelle discussion, sur toutes les thématiques proposées par les participants. Les propositions claires des citoyens seront soumises au vote en toute démocratie.

Nos concitoyens veulent exprimer leur « ras-le-bol », sans tabou.

Les dates des 7 débats-citoyens organisés dans 7 villes différentes sont rappelées. **Une assemblée générale de restitution aura lieu à Guesnain le 21 mars prochain à 18h30, salle Jacques Duclos.** La synthèse de l'ensemble de ces réunions fera l'objet d'une remise en mains propres au Premier Ministre, à l'issue d'une séance de questions au Gouvernement, le 26 ou le 27 mars prochain.

Ces comptes-rendus seront également transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai, par la voie de son cabinet qui en a fait la demande.

Monsieur le Député invite des volontaires à co-présider ce débat avec lui. 2 personnes se portent volontaires :

- Monsieur Laine Arnaud
- Monsieur Domagala Kévin

ELEMENTS DE CONSTAT

- Pouvoir d'achat

L'assemblée souhaite unanimement que l'Etat fasse de la lutte contre la pauvreté une priorité absolue. Des reculs sociaux sont constatés avec notamment une précarisation du travail et une augmentation du coût de la vie.

Certains participants reviennent sur les difficultés que rencontrent beaucoup de citoyens pour finir le mois : « Nous voulons vivre et non survivre » nous dit-on.

Une intervention déplore le coût exorbitant des maisons de retraites, la baisse des APL, l'augmentation des mutuelles et des frais bancaires. Une meilleure prise en charge des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie est demandée. L'Assemblée souhaite une revalorisation des retraites, du minimum vieillesse et de l'allocation Adulte handicapé. L'indexation des retraites sur l'inflation fait débat.

L'augmentation des logements insalubres est dénoncée.

Le prix du carburant est aussi au cœur des débats.

Enfin, le système économique libéral est accablé par de nombreuses interventions. On nous parle de la casse du code du travail et la remise en cause des clauses collectives qui précarisent davantage la vie de nos concitoyens.

- Répartition des richesses

La mauvaise répartition des richesses est un sujet central lors du débat.

Nombreuses personnes déplorent l'excès de prélèvements sur leurs retraites et l'augmentation de la CSG.

Les salaires et avantages des grands patrons sont mentionnés : « Comment font ces gens pour s'enrichir autant ? » nous dit-on. Une intervention demande alors une véritable lutte contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscale.

Une participante demande une refonte des budgets et moins de dépenses inutiles.

La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité est souvent évoquée.

Enfin, un participant dénonce les primes du Gouvernement. L'efficacité de la « prime exceptionnelle » versée en début d'année est nuancée.

Sur les élu.e.s, la démocratie et les questions politiques d'ordre général

L'Assemblée émet des doutes sur l'objectif des grands débats organisés par le Président de la République.

Certains citoyens pointent les salaires et avantages des anciens présidents, des hauts fonctionnaires et des Députés. Le manque de représentativité de l'Assemblée nationale est vivement dénoncé par un participant. Les propos sont nuancés par le public qui remercie le Député Alain Bruneel d'être mobilisé sur le terrain aux côtés des citoyens.

Un intervenant appelle à mettre des élus de la classe ouvrière au pouvoir et souhaite un programme commun.

Une personne évoque le manque de clarté et de transparence des personnalités politiques.

Un citoyen parle du vote et encourage l'Assemblée à aller voter notamment à l'élection européenne.

Nous discutons du rôle des grands médias et leur ingérence dans notre démocratie.

Il est abordé aussi l'ingérence de « l'Europe des Multinationales » dans nos gouvernements.

Un intervenant souhaite une « Europe Forte et Sociale ».

Enfin, la mise en place du Référendum d'initiatives citoyennes est demandée.

- Sur le mouvement des gilets jaunes et les luttes :

Certains citoyens remercient les gilets jaunes « pour leur mobilisation et leur lutte ».

Les membres des « Gilets jaunes » présents dans l'assistance dénoncent la répression policière subie lors des manifestations.

Ils rappellent la détermination du mouvement et cette volonté de changement politique radical. Les Gilets jaunes appellent l'Assemblée à les rejoindre.

Un militant syndical retraité souhaite une meilleure organisation des gilets jaunes et s'interroge sur la suite que donnera le Gouvernement sur ce mouvement social.

Un Gilet jaune & militant syndical rappelle l'importance de faire grève dans les entreprises et souhaite la convergence des luttes. Les Gilets jaunes tombent d'accord sur la question de convergence : « Il faut communier ».

- **Service public :**

Un membre de l'assistance revient sur la notion de défense de la fonction publique.

Une intervention nous parle du service public hospitalier et la nécessité de son maintien et de l'augmentation de ses moyens.

On nous parle également d'un manque d'accès et de proximité.

- **Ecologie**

Certains participants demandent une réelle politique gouvernementale de l'écologie.

Les Gilets jaunes insistent sur le fait qu'ils ne sont pas contre l'écologie.

Une intervention évoque la mondialisation, le commerce et la consommation de masse qui vont à l'encontre des politiques de développement durable.

On nous parle de l'importance du « produire en France ».

PROPOSITIONS CITOYENNES

Propositions	Unanimité	Pour	Contre	Abstention
Abrogation définitive du projet de la taxe carbone	X			
Baisse des taxes sur les produits de première nécessité	X			
Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne	X			
Réindexer les retraites sur l'inflation	X			
Revalorisation du minimum vieillesse	X			
Revalorisation de l'allocation Adulte Handicapé (AAH)	X			
Revalorisation des retraites	X			

La baisse voire la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ainsi que la mise en place du RIC feront l'objet d'un débat plus approfondi lors de l'Assemblée générale des débats le 21 mars à Guesnain.

La fiscalité mériterait clairement une réforme dans sa globalité.

Lors de ce débat, l'équipe parlementaire a également récolté plusieurs contributions écrites qui seront tout autant transmises au Premier Ministre.

VI – Feuille d’expression libre recueillies : vos 10 priorités pour vivre mieux

Feuilles d’expression recueillies sur les 7 débats citoyens.

L’ensemble des contributions individuelles ont été remises au Premier Ministre.

Plus de justice sociale et un meilleur pouvoir d'achat au menu du grand débat



L'abbé Joseph Nurci a apporté sa contribution au grand débat national.

LEWARDE. Mardi soir dans la salle Henri-Martel, cent vingt personnes ont participé au premier des huit débats programmés par Alain Bruneel.

Dans la commune où il fut maire, le député a joué à domicile et s'est posé en rassembleur, incitant le public à débattre, respectueux des opinions de chacun. Sans véritable contradicteur, la rencontre s'est transformée en chambre d'accusations d'un gouvernement (et du président de la République) voués aux gémonies.

Au lieu de se cantonner à l'un des quatre thèmes définis par l'exécutif, les participants ont surtout évoqué leur quotidien. « *Ma retraite mensuelle a augmenté de 2,53 € et celle de ma femme de 1,53 €. A côté de ça, le prix des carburants, du gaz, la cotisation de la mutuelle santé et j'en passe ont flambé* », a lancé Louis Bembek, ancien délégué mineur cégétiste, rappelant au passage les luttes de 1936 pour de meilleures conditions de vie. « *Le SMIC à 1700 €, c'est le minimum pour vivre décemment* », a enchaîné sa voisine. Sur l'éducation, un formateur n'a pas fait dans la demi-

mesure. « *Le corps enseignant doit se remettre en cause. On forme des élèves bêtes et des cancrès* », avant de conclure, « *le chômage est camouflé par des formations bidon* ».

« LA DÉTRESSE A UN VISAGE, CELUI D'UN GILET JAUNE »

Si les remarques sur le retour à l'ISF, la suppression du CICE, le droit à un service public de qualité, une meilleure répartition des richesses, l'abolition des privilèges ont fait l'unanimité, pas sûr que la convergence entre Gilets jaunes, partis politiques et syndicats que d'aucuns ont appelé de leurs vœux ait trouvé le même écho, a avancé l'abbé Joseph Nurci, autre figure du mouvement. L'homme d'église appela à l'union et non à la division dans une « homélie » frappée du sceau de l'humanisme confortée par une dernière déclaration. « *la détresse a un visage, celui d'un Gilet jaune* ». Au final, une dizaine de contributions ont été inscrites dans le marbre et seront remontées au Premier ministre. Une synthèse des huit débats sera proposée le 21 mars par Alain Bruneel. ■

Beaucoup de Gilets jaunes, au débat du député Bruneel

SOMAIN. Alain Bruneel, député, qui souhaitait des échanges constructifs, ouverts et courtois dans le cadre des Rencontres citoyennes qu'il organise dans le Douais peut se réjouir. Pour la seconde édition, qui avait lieu mardi à Somain, plus de cinquante personnes, de tous âges, d'origines sociales et professionnelles différentes, auxquelles se sont joints

autant de Gilets jaunes, ont participé aux débats autour du mal-être exprimé par l'ensemble des participants.

Si les difficultés du quotidien rencontrées par chacun sont régulièrement revenues au centre des discussions, ce sont les inégalités sociales et financières ainsi que le manque de confiance dans les représentants politiques qui ont do-

miné les discussions.

Dénonçant les incohérences dans les choix politiques, très éloignés de leurs préoccupations réelles et quotidiennes, les participants ont largement évoqué leurs préoccupations. « *Vous nous demandez d'éviter d'utiliser nos voitures mais vous ne faites rien pour faciliter le déplacement des cyclistes : Ou sont les pistes cyclables ?* », a demandé un intervenant.

Pour plus d'économies, certains préconisent de ne pas laisser l'éclairage public fonctionner toute la nuit, d'autres proposent de revoir le salaire des élus ou encore de remplacer la TVA par une imposition sur tous les revenus.

AIGREUR, COLÈRE ET DESEPOIR

Aigreur et colère à l'unanimité mais aussi désespoir tout au long de la soirée, à l'image de ce jeune distributeur de prospectus qui galère pour survivre, qui n'a plus les moyens de poursuivre ses leçons de conduite ni ceux d'aider son papa à acheter une petite voiture d'occasion afin de trouver du travail.

Le député l'a promis, il rencontrera le ministre afin de lui transmettre et de défendre l'ensemble des revendications et doléances. ■

JEAN-LOUIS BÉCART (CLP)



Une centaine de personnes a participé aux débats organisés par le député communiste.

Lors du débat national, les citoyens rêvent de refonder le système



Mercredi, à 18 h 30, soixante-dix personnes avaient fait le déplacement salle Ronny-Coutteure pour exprimer leur avis lors du débat national.

SIN-LE-NOBLE. Le débat national organisé par le député Alain Bruneel (PCF), s'est poursuivi, après Lewarde et Somain, à Sin-le-Noble mercredi soir. Près de soixante-dix personnes ont fait le déplacement jusqu'à la salle Ronny-Coutteure pour parler de ce qui les préoccupe.

SORTIR DU CADRE ÉTABLI

Pour ces concertations, le député a décidé de s'affranchir des quatre thèmes retenus par le gouvernement. « Ça fait plaisir que l'organisation de ce débat sorte du cadre établi, réfléchir sur quels services publics on va faire des économies, c'est absurde », lâche un participant qui remporte aussitôt une vague d'adhésion. « Moi ce qui m'inquiète, c'est la démocratie. Bientôt, l'antisionisme sera interdit par loi », déclare Pascal, un ancien colporteur de jour-

naux. Le micro circule entre les participants qui empilent les causes de leur mécontentement. « On est ponctionné de tous les côtés », regrette ce retraité qui demande le retrait de la CSG sur les pensions.

“ Il faudrait créer des emplois pour lutter contre l'évasion fiscale plutôt que de faire la chasse aux fonctionnaires... ”

« Les capitalistes ne veulent pas partager la richesse, ils n'en ont rien à faire qu'on soit pauvres, c'est même l'objectif ! Il faut les flanquer dehors. » Les citoyens plaident pour une révision du système en profondeur. « La France est un pays riche, l'argent il y en a,

abonde Thérèse, professeur à la retraite et ancienne élue de Sin-le-Noble. Il faudrait créer des emplois pour lutter contre l'évasion fiscale plutôt que de faire la chasse aux fonctionnaires et casser systématiquement les acquis. » Augmenter le pouvoir d'achat, remettre en marche un service public de proximité et de qualité, donner plus de moyens aux hôpitaux, aux Ehpad, aux instituts pour personnes handicapées, appliquer le principe du pollueur payeur, rétablir l'ISF, assurer une école gratuite jusqu'à l'université, revenir sur Parcours Sup, supprimer les privilèges des hauts fonctionnaires et des anciens présidents... En fin de séance, la longue liste des revendications est égrainée. Alain Bruneel espère présenter ces doléances en personne au Premier ministre. ■ **ÉLISE FORESTIER**

Des discussions constructives au grand débat

WAZIERS. Après Lewarde, Somain et Sin-le-Noble, plus de 150 personnes se sont retrouvées dans la salle de conseil municipal. Deux vice-présidents de séance ont été chargés de permettre aux personnes présentes de s'exprimer au micro, mais il n'y a pas eu de discours, excepté quelques mots d'introduction de Jacques Michon, maire communiste, et de recommandations du député Alain Bruneel (PCF), initiateur de ces rencontres. Chacun a pu s'exprimer durant deux heures, sur le pouvoir d'achat, sur la formation des jeunes, sur la santé et les services publics. La réforme de la fiscalité n'était pas absente des débats. L'écologie tout comme le handicap, les personnes âgées et les SDF ont aussi fait l'objet de propositions. ■



Les débats seront suivis d'une assemblée générale, le 21 mars à partir de 18 h 30, salle Jacques-Duclos, à Guesnain.

L'avenir des Gilets jaunes au menu du sixième débat du député Alain Bruneel

Pour ce sixième débat à l'initiative d'Alain Bruneel, député communiste de la 16^e circonscription, soixante-dix-huit personnes ont répondu présents dans la salle privée de l'Orangerie, lundi soir.

DECHY. D'entrée, Alain Bruneel prévient : « Je n'impose aucun thème, je laisse débattre librement et à la fin, à partir des notes, on restitue les témoignages et les propositions sur lesquelles nous votons. » Au total, dix-huit personnes sont intervenues au micro, sans filtre, sur des sujets aussi variés que l'hôpital public, la CSG, les taxes, le RIC (Référendum d'initiative citoyenne), le cumul de mandats d'élus, les frais bancaires, l'obsolescence programmée, la pollution et les énergies d'avenir, les retraites, l'immigration ainsi que les prochaines élections européennes.

« On est peut-être moins nombreux dans les manifs mais on nous retrouve plus sur les ronds-points, dans les débats et dans les luttes locales. »

Certains s'interrogent sur le devenir du mouvement des gilets jaunes alors que « Jojo », en leur nom, an-



Les frais bancaires et les agios, une vraie plaie pour cette conseillère bancaire (de dos), écoeuvrée par le système bancaire qui matraque les plus faibles.

nonce des initiatives à venir : le 16 mars à Paris (en marchant sept jours à partir de plusieurs villes de la région), le 30 mars au parc Anne-Frank de Somain pour une kermesse jaune. « On est peut-être moins nombreux dans les manifs mais on nous retrouve plus sur les ronds-points, dans les débats et dans les luttes locales, et c'est loin d'être fini. » Aux sceptiques qui s'interrogent sur l'absence de perspectives, du fait de la désunion à gauche, Alain Bruneel se veut rassurant : « Je crois au rassemblement du peuple, pas des appareils de partis, la vraie force c'est le peuple. »

ET APRÈS ?

Une dernière rencontre organisée par Alain Bruneel aura lieu à Aniche, lundi. Dix jours plus tard, une synthèse des sept débats sera réalisée lors d'une huitième rencontre, à Guesnain. « Et c'est ensemble que nous irons porter toutes vos propositions à l'Élysée ou Matignon, propose le député. Pourquoi pas en organisant plusieurs bus ? » ■

JEAN-MARIE DEVAUX (CLP)

Rencontres citoyennes : la détermination et le vague à l'âme et des Gilets jaunes

Lundi, salle Claudine-Normand, avait lieu le dernier débat organisé par le député Alain Bruneel. Au total, 142 personnes étaient présentes avec un gros bataillon de Gilets jaunes dont les membres ont monopolisé le micro pour justifier leur combat.



Un débat cordial et constructible lundi salle Claudine-Normand, à Aniche.

ANICHE. « On n'est pas des cas sociaux, on en a marre de se faire insulter, menacer et même asperger de gaz lacrymogène par la police », souligne Arnaud puis d'autres Gilets jaunes, chaleureusement applaudis lors de chaque intervention. La solidarité n'est pas un vain mot chez les Gilets jaunes. « Nous sommes des travailleurs, des pères, des mères soucieux de l'avenir de nos enfants, inquiets de savoir comment on va finir les fins de mois, comment on va remplir nos réservoirs de carburant ou nos caddies, inquiets du devenir de nos personnes âgées qui doivent choisir entre se nourrir ou se soigner. » Les témoignages fusent, le micro circule entre les participants qui détaillent le mal de vivre actuel : ce retraité qui a travaillé dur

pour une retraite de misère, cette jeune salariée diplômée qui a dû changer de branche professionnelle et qui n'arrive pas à avoir un CDI. Coups de griffes envers les politiques et les syndicats que

“ Les témoignages fusent, le micro circule entre les participants qui détaillent le mal de vivre actuel.

les Gilets jaunes ont encouragé à les rejoindre sur les ronds-points. « Nous avons réussi à faire vaciller le gouvernement, ce que vous n'êtes pas arrivés à faire depuis trente ans. » Carton rouge pour

les représentants à l'Assemblée nationale. « Que font nos députés ? Ils sont pourtant censés représenter le peuple ! » Les solutions existent : hausse des salaires, revalorisation des retraites, suppression de la TVA pour les produits de première nécessité, référendum d'initiative populaire. Concernant le grand débat national mis en place par le président Macron, personne n'y croit vraiment. Alain Bruneel a fait ses comptes après ce dernier débat citoyen : 729 personnes ont participé aux sept rencontres citoyennes. La synthèse sera faite à Guesnain le 21 mars lors de l'assemblée générale. Il en résultera un texte qui sera remis au Premier ministre à l'Assemblée nationale. ■ D.M. (CLP)

Revendications et détermination, la synthèse des « débats Bruneel »

Alain Bruneel, député communiste de la 16^e circonscription, a organisé des débats parallèlement à ceux du grand débat national. La synthèse en a été tirée jeudi soir : une foule de propositions ont été émises, d'abord sociales, associée à la volonté d'aller les réclamer.

PAR JEAN-LUC ROCHAT
douai@lavoxdunord.fr

GUESNAIN. Valider et affiner ce qui a été retenu lors des sept débats que le député communiste de la 16^e circonscription, Alain Bruneel, a organisés en parallèle de ceux du grand débat national : c'était le but de la réunion organisée jeudi soir, salle Jacques-Duclos. L'élu a lancé cette consultation alternative estimant, à juste titre selon nous, que les règles imposées dans les réunions estampillées « grand débat » confinaient, à dessein, la parole. Lors des réunions « poinçonnées » Alain Bruneel, celle-ci était libre et les propositions sur lesquelles les interventions se sont focalisées ont été notées et présentées, lors d'une sorte de plénière, ce jeudi soir.

UN CATALOGUE DE REVENDICATIONS

C'est un vrai catalogue revendicatif, classé par thèmes (six), qui a été soumis aux personnes présentes : pouvoir d'achat, justice sociale, institutions, etc., pour se terminer par la transition écologique, en queue des préoccupations exprimées. Par contre, sur le social, les participants ont vidé leur sac : SMIC à 1 450 € net et augmentation des salaires, indexation des retraites sur les salaires, augmentation de la TVA sur les produits de luxe, rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, taxation des multinationales à la source, meilleure prise en compte du handicap, scolarité gratuite jusqu'à l'université, etc., la liste



Deux cent cinquante personnes ont assisté à cette réunion de synthèse des sept autres qui ont, elles, rassemblé plus de sept cents participants.

est très longue. Cette contribution collective n'a pas été établie pour se faire

« Ceux qui s'expriment ont le sentiment que la glissade vers les difficultés, la pauvreté, (...) doit et peut s'arrêter. »

plaisir. Chacun portera le jugement qu'il souhaite dessus, sûrement à l'aune de ses disponibilités financières. Les prises de paroles ont été très nombreuses

en appui d'une revendication, pour donner un exemple personnel, etc. Au point que M. Bruneel a dû jouer les censeurs pour que la réunion avance. Ce qui ressort de ces interventions, c'est que ceux qui les expriment ont le sentiment, injustice et colère mêlées, que la glissade vers les difficultés, la pauvreté, des vies bornées doit et peut s'arrêter. C'est un choix politique. Cette prise de conscience, les Gilets jaunes (quelques-uns étaient présents) ont été les premiers à la mettre en forme. D'autres les suivent. Ils l'ont dit jeudi soir, résolus : « Il faut descendre dans la rue. » ■

Une remise en main propre au président

Alain Bruneel avait prévu un voyage à Paris pour aller remettre la liste des revendications issue des débats qu'il a organisés au président de la République Emmanuel Macron. Un voyage en bus, en compagnie de participants à ces débats. Action symbolique qui n'aurait pas abouti (on ne rencontre pas le président comme ça). Mais, a-t-il signalé jeudi, M. Macron va recevoir vendredi prochain des élus des Hauts-de-France, dont lui. « J'ai téléphoné à l'Élysée pour savoir s'il serait possible de rencontrer le président », a-t-il indiqué. On l'a rassuré, lui certifiant que les élus invités ne l'étaient pas pour faire tapissier. Il remettra à cette occasion à l'intéressé cette épaisse liste. ■

Pour tous renseignements et contacts

Cabinet du député Alain Bruneel

34 rue Carnot - 59 450 Sin-le-Noble

03.27.08.37.40

alain.bruneel@assemblee-nationale.fr

Sur facebook : <http://www.facebook.com/Alainbruneeldepute/>

Sur twitter : http://twitter.com/Alain_Bruneel

www.alainbruneel.fr